

<http://lipietz.net/Sur-les-mesures-europeennes-anti-crises>

Intervention en plénière

# Sur les mesures européennes « anti-crises »

- Député européen (Verts, France) - Économie - Divers economie -



Publication date: mercredi 22 avril 2009

---

ight © Alain Lipietz - Tous droits réservés

---

**Madame la Présidente, Monsieur le Président, chers collègues,**

**Je voudrais d'abord affirmer mon plein accord avec l'intervention de Monsieur Mitchell : nous ne sommes pas dans le rythme de la crise. Ni la Commission, ni le Conseil. Je ferai toutefois remarquer qu'il ne faut pas faire, vis-à-vis du Président français, l'erreur que font quelquefois les Français vis-à-vis de Monsieur Gordon Brown. Ce ne sont pas les discours sur l'action qui garantissent l'efficacité de l'action.**

Sur la crise elle-même, il est clair pour nous que la crise n'a pas un point de départ financier, elle s'enracine dans le social et l'écologique. Cela dit, elle se combine avec le cycle propre aux milieux financiers, c'est à dire que quand ça va bien, on prend des risques, et quand ça ne va plus bien, on se dit qu'il faudrait peut-être réguler un peu. Nous sommes dans cette phase où il faut réguler, et fort. Il faut réguler à l'échelle du Marché unique, c'est à dire que nous avons besoin d'une régulation plus harmonisée, d'une supervision beaucoup plus centralisée à l'échelle de l'Union européenne. C'est ce qui nous guide dans nos votes.

Nous sommes d'abord tout à fait d'accord avec le rapport Gauzès et avec ses avancées. Cela fait des années que nous demandons qu'il y ait une régulation et une supervision plus centralisées au niveau européen, et la première étape proposée avec le CESER (en ce qui concerne les agences de notation) nous paraît tout à fait correcte.

En revanche, malgré les efforts de Monsieur Skinner (et nous retrouvons les critiques de Monsieur Mitchell), nous regrettons que les gouvernements n'aient pas compris l'urgence d'une surveillance européenne de l'Assurance. Les gouvernements n'ont pas compris, et nous ne sommes pas d'accord avec le compromis qui est proposé et qui affaiblit la proposition de supervision des groupes dans le pays d'origine du groupe (ou, ce qui serait mieux encore, une supervision européenne permanente) et maintient en gros le système de la supervision des filiales dans le pays-hôte. Je pense qu'une telle méthode aboutira à de nouvelles catastrophes. Donc, nous voterons contre le rapport Skinner, non pas contre les efforts de Monsieur Skinner lui-même, mais contre le compromis imposé par les gouvernements.

Je vos remercie, mes chers collègues.